

Terrorisme au Sahel

Dans cinq ans, il sera trop tard !



Serge Michailof
chercheur associé à
l'IRIS (Institut des relations
internationales et
stratégiques)*

Serge Michailof alerte sur la déstabilisation en cours au Sahel et insiste sur la reconstruction de l'appareil d'Etat, préalable à la restauration de la sécurité dans la région. La France et l'Europe doivent faire du Sahel une priorité aux plans politique et de l'aide au développement.

Le terrorisme se développe en zone sahélienne. Quel diagnostic faites-vous de la situation? Quels sont les risques majeurs pour cette région et pour l'Afrique de l'Ouest ?

Serge Michailof : J'explique dans mon dernier livre « Africanistan »* que malgré des différences géographiques et culturelles évidentes, le Sahel montre aujourd'hui nombre de caractéristiques qui expliquent le naufrage de l'Afghanistan: une croissance démographique hors de contrôle ; une agriculture en panne fragilisée par le réchauffement climatique, une misère rurale vraiment choquante à notre époque ; un chômage et un sous-emploi qui entraînent une perte d'espoir d'insertion économique et sociale pour les jeunes ; une absence d'Etat, de loi et d'ordre ; une extension de l'insécurité au quotidien et du banditisme, le développement de milices ; un approfondissement des fractures ethniques ; l'essor des trafics (drogue, armes, migrants) contrôlés par des mafias djihadistes ; la circulation des armes, une extension de l'islam radical et du salafisme.

Le maillon faible est le Mali où le processus de paix est bloqué, où le régime se révèle incapable de reconstruire un appareil d'Etat et est gangréné par la corruption. L'Etat se délite non seulement dans le nord du pays, en proie de longue date à un irrédentisme touareg jamais réglé, mais aussi au centre et au sud du pays, où les Peuls se révoltent et conduisent une guérilla qui tourne à l'anarchie.

L'insécurité déborde au niveau sous-régional. Des accrochages quasi hebdomadaires surviennent entre l'armée nigérienne et des groupes armés venant du Mali à moins de 100 km de Niamey. Le nord du Burkina est une zone où les Occidentaux ne peuvent plus s'aventurer. Et Boko Haram au sud-est du Niger ! Comme en Afghanistan, les meilleures perspectives d'insertion sociale et de succès

économique pour de jeunes ruraux analphabètes est encore de se joindre aux bandes de trafiquants et le cas échéant de basculer dans le djihadisme.

Comment agir pour assurer sécurité et développement dans cette région et quelle devrait être l'approche de la France, très engagée dans la région ?

S.M. : La France a paré au plus pressé avec l'opération Serval. Elle tente de limiter les dégâts au nord du Sahel avec Barkhane. Mais le problème est avant tout économique, social, politique et idéologique. Une aide bien conçue et bien ciblée peut modifier la donne au plan économique en relançant l'agriculture et le développement rural au sens large. Mais telle qu'elle est actuellement conçue l'aide va vite, comme en Afghanistan, faire partie du problème. Au plan social, il y a des chantiers immenses. L'éducation est à la dérive. On a partout construit des écoles mais les maîtres ne sont ni formés, ni encadrés. Il faudra 10 ans et d'énormes efforts pour remettre sur pied des systèmes éducatifs qui sont par terre.

Or l'approche de la France au Sahel est pour l'instant essentiellement militaire. Barkhane coûte environ 700 millions d'euros par an. Notre aide bilatérale au Sahel représente le dixième de ce coût. Elle ne pèse pas sur le cours des événements. Et l'aide multilatérale et européenne est malheureusement pour une bonne part mal ciblée et souvent mal gérée faute d'expertise. Elle se désintéresse par exemple de la reconstruction de l'appareil d'Etat de ces pays alors que c'est sans doute la plus urgente des tâches. Avant de construire des écoles pour les filles, il faut remettre en place une gendarmerie professionnelle sinon les filles n'iront jamais à l'école.

Au plan politique, la présence militaire française commence à être contestée. Les jeux politiques locaux ont leur propre dynamique. Enfin, au plan idéologique, c'est aux dirigeants politiques et religieux locaux de lutter sérieusement contre le salafisme.

Les récentes propositions du président Macron sont-elles à la hauteur des enjeux ?

S.M. : Pour l'instant, on continue sur la voie d'une priorité donnée à l'action militaire. Mais je pense que les choses vont changer. Le Président est conscient des problèmes. Son entourage se rend compte de l'urgence qu'il y a à changer de pied, à faire du Sahel une priorité tant au plan politique que celui de l'aide au développement. La complaisance dont a fait preuve notre Président précédent vis-à-vis du régime malien actuel qui s'est quand

De Serval à Barkhane

Lancée par la France le 11 janvier 2013 à la demande du gouvernement malien, « l'opération Serval » s'est achevée le 31 juillet 2014. Cette intervention militaire a permis, souligne le ministre français des Armées, « de stopper l'offensive djihadiste qui menaçait Bamako, de mettre fin à l'organisation industrielle du terrorisme qui s'était développée dans le désert du Nord Mali et de transférer la mission de stabilisation du Mali aux partenaires maliens ainsi qu'aux forces de l'ONU (MINUSMA) ». La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali, a été établie par la résolution 2100 du Conseil de sécurité des Nations Unies le 25 avril 2013. Renouvelé pour la 4^{ème} fois, son mandat est porté jusqu'au 30 juin 2018. Son effectif est de plus de 13 200 soldats et 1920 policiers.

L'opération Barkhane, conduite par les armées françaises, a été lancée le 1^{er} août 2014. Elle repose sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS), la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad. Elle vise en priorité à favoriser l'appropriation par les pays partenaires du G5 Sahel (lire l'encadré en page 5) de la lutte contre les groupes armés terroristes, sur l'ensemble de la BSS. Avec 4000 militaires engagés, il s'agit du plus important déploiement français en opération extérieure. Le poste de commandement est basé à N'Djamena (Tchad).

Cette logique de partenariat structure les relations entretenues par Barkhane avec les autres forces engagées dans le processus de stabilisation au Mali et dans la région du Liptako-Gourma (zone dite « des trois frontières ») : la MINUSMA, l'EUTM Mali (la mission européenne de formation de l'armée malienne) lancée en février 2013, et les forces armées des pays concernés.

(Source : Etat-major des armées, France, déc. 2017)

même fait remarquer peu après les élections, par l'achat d'un avion présidentiel dont on ne connaîtra jamais le coût sur un budget local de la défense exsangue, je crois que c'est terminé.

Pour autant la marge d'action tant budgétaire que politique est étroite. La France ne peut pas être le gendarme de l'Afrique. Son aide restera marginale au Sahel. Mais elle peut faciliter un ciblage efficace de l'aide des multilatéraux et européens. La France a essentiellement un rôle de mobilisateur et de coordinateur à jouer tant au plan politique que budgétaire et militaire. La situation est encore gérable. Mais bien sûr, si rien ne change, dans 5 ans ce ne sera plus le cas.

Propos recueillis par Catherine Végio
(fin octobre 2017)

*Serge Michailof a présenté son ouvrage « Africanistan – L'Afrique en crise va-t-elle se retrouver dans nos banlieues ? » (Fayard, 2015) lors d'une réunion de la Plateforme UE/Afrique(s) le 11 décembre 2015.